

La ruée des chinois vers l'Afrique : entre amour et désamour

Djibril DIOP*

RÉSUMÉ : L'arrivée massive des Chinois en Afrique a fait fantasmer plus d'un ; les uns pour les défendre du fait des bas prix qu'ils proposent et les autres pour les dénigrer en les accusant de concurrents déloyaux ou de vouloir recoloniser l'Afrique. Au-delà de ce constat, les incidents ne sont-ils pas le sous-bassement d'un malaise beaucoup plus profond, jusque là ignoré autant par les autorités chinoises qu'africaines ? Ce texte analyse les contours de cette présence de la diaspora chinoise en Afrique et tente de cerner les raisons fondamentales qui motivent la tension palpable qui l'entoure ainsi que les perspectives d'avenir que laisse entrevoir cette cohabitation.

Mots-clés : Chine, Afrique, coopération, diaspora, immigration, violence.

The Chines rush towards Africa : Between Love and Hate

The big influx of the Chinese in Africa may lead to several fantasies; some people defend the Chinese because of the low prices they set and others to disparage them by considering as unfair competitors or to want recolonize Africa. Beyond these observations, aren't the incidents between Chinese and Africans are bases for discomfort, ignored there as much by the Chinese authorities as Africans. This text analyzes the Chinese diaspora in Africa and tries to determine the fundamental reasons which justify the palpable tension which surrounds it as well as the future prospects for this cohabitation.

Keywords : China, Africa, cooperation, diaspora, immigration, violence.

* Ph. D, chercheur associé au PRD-CÉRIUM - Université de Montréal (Québec).

Introduction

La Chine est un acteur très important et très actif sur le continent africain, aussi bien du point de vue géopolitique (crises au Darfour et au Zimbabwe) que commercial (30 % de son pétrole viennent d'Afrique). Alors qu'en 1980 les échanges commerciaux sino-africains étaient inexistant, Pékin se classait, dès 2005, au troisième rang des partenaires commerciaux du continent après les États-Unis et la France¹. En 2007, ils étaient de 73,3 milliards \$, soit un accroissement de 32 % par rapport à 2006. Les exportations de ressources naturelles de l'Afrique vers la Chine sont passées, quant à elles, de 3 milliards \$ en 2001 à 22 milliards \$ en 2006, dont 80 % pour le pétrole. En 2008, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique atteignait 100 milliards \$, un objectif fixé en 2006 pour l'horizon 2010, alors qu'il se chiffrait à cette date à 55 milliards \$. Ce qui place la Chine juste derrière les États-Unis, comme second partenaire commercial du continent. Pour soutenir cette dynamique, les autorités chinoises ont mis en place une multitude de mécanismes dont un « Fonds de développement Chine-Afrique ». Malgré l'embellie et l'enthousiasme des débuts, le renouveau de la présence chinoise en Afrique intrigue et inquiète.

Très souvent, les relations sino-africaines sont abordées sous l'angle géostratégique et surtout économique en considération aux investissements massifs. Sans marginaliser l'importance de ces approches, notre analyse entend plutôt explorer cette coopération du point de vue du peuple africain, une dimension très souvent occultée dans les multiples de recherches qui ont été consacrées. Un sujet certainement tabou que les autorités des deux côtés ne veulent réellement pas aborder. En effet, à la lumière des récents heurts en Algérie et les différentes tensions constatées un peu partout, il est intéressant de porter un regard sur cette présence et son

¹ Le Golfe de Guinée, avec ses 4,5 millions de barils/jour, est le carrefour des influences européennes, américaines et chinoises sur le continent africain.

avenir. Autrement dit, quelle perception les populations africaines portent sur cette présence de plus en plus massive ? Et quel avenir à cette coopération ? C'est à cela que ce texte tentera d'analyser.

I - Les chinois en Afrique : une présence multiforme

A - Un positionnement géostratégique

Depuis la fin des années 1990, la Chine étend de plus en plus son influence et tente d'établir des liens de coopération de nouveau type avec les pays africains, en alternative au modèle dominant proposé jusque là par les pays occidentaux. Cette pénétration qui se présente de manière multiforme (Nessi, 2008), se traduit autant dans les discours que dans les actes. En 2000, Pékin lance le premier « Forum sur la Coopération Chine-Afrique » (FOCCA)², dont la vocation est d'œuvrer au rapprochement économique et politique avec ses partenaires africains. Lors de la troisième édition de ce Forum à Beijing, le 4 novembre 2006, le président chinois Hu Jintao lance huit mesures d'aide à l'Afrique. Depuis, Pékin multiplie les accords. En 2006, à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les pays africains, les autorités chinoises avaient dévoilé leurs orientations en matière de coopération, traduit dans un Livre blanc intitulé : « La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique »³. La Chine est également présente sur la scène africaine par sa

² Auquel plus de 40 pays du continent avaient pris part. Le dernier s'est tenu à Beijing en 2006. Parallèlement une conférence ministérielle sur la coordination du partenariat sino africain est mise en place. La dernière s'est tenue au Caire en octobre 2008. La 4^e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine s'est tenue à Sham El Chair en Égypte en novembre 2009.

³ « Les particularités de la coopération sino-africaine sont caractérisées par la sincérité, l'égalité, le pragmatisme et la haute efficacité», selon Lu Shaye, Ambassadeur de Chine au Sénégal à l'Agence de presse Xinhua, 22 septembre 2009.

politique d'aide au développement et de prêts à taux privilégiés. Lors du Forum Chine-Afrique de Charm el-Cheikh la Chine a prévu d'accorder 10 milliards \$ en prêts bonifiés aux pays africains. Cette montée en puissance, parfois qualifiée de « percée spectaculaire » ou de « déferlante », n'est pas le fruit du hasard (Michel, 2009)⁴. Elle correspond à une volonté politique claire. Entre autres, l'objectif de Pékin est de soutenir son économie en plein régime tout en diversifiant et en sécurisant ses sources d'approvisionnement énergétique (pétrole, gaz) et en matières premières. En outre, la Chine, comme les anciennes métropoles, en profite pour écouler ses produits bons marchés ou de haute technologie sur les marchés africains, tout en renforçant son influence diplomatique pour mieux asseoir son statut de superpuissance⁵. Ainsi, Pékin déploie les grands moyens (Lafargue, 2007).

Hier alliés idéologiques dans le cadre du mouvement tiers-mondiste, aujourd'hui la Chine lie un partenariat stratégique avec nombre de pays africains autant sur le pan économique, commercial que politique à travers un engagement politique fondamental qui sert de boussole pour « construire un nouveau type de partenariat stratégique entre la Chine et l'Afrique sur la base de l'égalité politique, la confiance mutuelle, la coopération économique, le gagnant-gagnant et les échanges culturelles », dans lequel : « la Chine sera pour toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique », selon Hu Jintao. Historiquement, la République populaire de Chine en quête de reconnaissance internationale, a entretenu des rapports étroits avec nombre de pays africains sous le joug colonial, au travers des mouvements de libération nationale sur fond idéologique contre « l'impérialisme ». Plusieurs du continent, de Julius Nyerere, aux leaders du Fln algérien en passant par Amilcar Cabral, Samora Machel, Patrice Lumumba, Agostinho Neto,

⁴ Les raisons principales de l'implantation chinoise en Afrique seraient : marginaliser Taïwan qui y est implanté, accéder aux ressources naturelles et faire du commerce.

⁵ Les pays africains représentent plus du tiers des pays membres de l'ONU.

la Chine représentait aussi une alternative économique. Ainsi, face aux refus des pays occidentaux et des institutions financières internationales de prendre en charge la construction du chemin de fer reliant la Tanzanie et la Zambie (le *Tanzam*), la Chine, elle, accepte. Après six ans de travaux, en juillet 1976, cette œuvre de 1 860 km de long, est livrée. Dans la même logique, la Grande Bretagne et les États-Unis, voulant punir Gamal Abdel Nasser « coupable » d'avoir lié amitié avec le Bloc communiste, surtout pour avoir reconnu la République populaire de Chine, refusèrent de financer la construction du barrage hydroélectrique d'Assouan. Ces deux grands ouvrages, le *Tanzam* et le barrage d'Assouan, ouvrirent ainsi les portes du continent à l'Union Soviétique et à la Chine. Mais si cette dernière se présente aujourd'hui pour certains pays africains comme « une bouée de sauvetage », elle n'en reste pas moins dépendante, selon Barthélemy Courmont⁶. D'où son agressivité à commercer avec le Nigeria, l'Angola, l'Algérie, le Soudan, l'Égypte, l'Afrique du Sud, qui représentent 2/3 des échanges sino-africains. Car elle a besoin de nourrir sa fulgurante croissance économique (Richer, 2008).

En devenant « l'atelier du monde », la Chine a vu ses besoins en matières énergétiques s'accroître considérablement. Aujourd'hui, elle se positionne comme second grand demandeur au monde, de produits pétroliers après les États-Unis. Comme ces derniers ont presque mis la main sur les réserves pétrolifères du Moyen-Orient, l'Afrique revêt alors une importance stratégique pour Pékin. La Société d'État en charge de l'exploitation pétrolifère, la China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC) est présente dans la plupart des pays africains producteurs de pétrole. Le Soudan et l'Angola constituent les meilleurs exemples de cet état de fait. Au Soudan, la Chine détient plus de 40 % du consortium Great Nile Petroleum Operating Company qui exploite le bassin du Muglad. Les investissements chinois sont deux fois plus élevés que ceux de la société canadienne Talisman qui y est aussi partenaire (Banyongen, 2007).

⁶ Chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris).

Ainsi, la Chine serait incontournable dans la résolution de la crise au Darfour dans la mesure où elle constitue le principal soutien économique au régime de Khartoum.

Le volume des échanges commerciaux est passé à 106,7 millions \$ en 2006 contre 10,6 millions seulement en l'an 2000⁷. Malgré la crise économique mondiale, les IDE chinois en Afrique ont progressé de 81 % au premier semestre 2009 pour atteindre 552 millions \$. Sur la même période, les entreprises chinoises signaient pour 22,5 milliards \$ de contrats de main d'œuvre avec des pays du continent, soit une augmentation de 25 %, même si la crise les a réduit de 30,5 % (*Les Afriques*, 2009). On dénombre plus d'un millier de sociétés commerciales chinoises en Afrique. Par ailleurs, depuis 2005, la Chine accorde des exonérations totales de taxes sur quelques 450 produits provenant de 25 pays les plus pauvres du continent. En juin 2009, ce traitement préférentiel se chiffrait à 890 millions \$. Ainsi, la Chine a supplanté la France comme deuxième partenaire commercial du continent, après les États-Unis. Avec ses technologies simples et robustes, sa capacité de mobiliser des milliers d'ouvriers, ses réserves colossales de change, font qu'elle dispose de beaucoup de potentiels (*Les Afriques*, 2009). En effet, on assiste à une multiplication d'accords pétroliers, miniers, de pêche, de construction de centrales électriques et hydrauliques, de routes, de barrages, de bâtiments administratifs, de livraison de matériel électrique et électronique, d'équipement automobile, d'habillement, d'opérateurs de télécommunication⁸. Ainsi, le « Made in China » s'impose aujourd'hui dans de nombreux secteurs socioéconomiques sur le continent. Pour accompagner cette dynamique, la Chine dispose de délégations commerciales dans 49 pays africains sur les 53, contre seulement 11 pour la France, nombre en décroissance pour cette dernière. En outre, la Chine n'a pas de

⁷ Liu Guisjing représentant du gouvernement Chinois pour les affaires africaines en visite à Dakar.

⁸ La Chine a réalisé près 900 projets, formé 30 000 Africains et envoyé 150 000 techniciens sur le continent.

zones privilégiées, elle est présente partout là où il y a des opportunités, même dans des zones à risque ou d'instabilité, abandonnées par les Occidentaux (Michel, 2009).

La présence chinoise en Afrique s'accompagne aussi d'une intense activité diplomatique. En 2006, pas moins de seize pays africains ont été visités par les plus hauts responsables chinois. En février 2007, la Chine poursuit son opération de séduction avec la tournée du Président Hu Jintao. Lors de sa seconde tournée sur le continent en février 2009, en pleine crise financière mondiale, ce dernier affirmait : « Nous allons augmenter nos investissements sur le continent ». Pour la partie africaine : « La Chine a pris des engagements lors du dernier sommet Chine-Afrique : je constate, et je suis frappé par le fait que la Chine a respecté tous les engagements pris », constate le Président Amadou Toumani Touré du Mali (*Les Afriques*, 2009). Le même constat est fait par le Président Wade du Sénégal : « La coopération entre le Sénégal et la Chine se traduit en des termes tout à fait concrets et dans tous les domaines »⁹. Ainsi, selon Lu Shaye, Ambassadeur de Chine au Sénégal : « Nous pouvons dire avec fierté que la Chine a fait plus au Sénégal en quatre ans que des pays occidentaux en 10 ou 20 ans »¹⁰.

La présence de la Chine en Afrique est également le fruit d'un positionnement géostratégique notamment sur la question taïwanaise. À ce niveau, elle vise surtout à contrer l'offensive de la diplomatie taïwanaise¹¹. Aujourd'hui, la plupart des pays africains ont rompu leurs relations avec Taïwan pour s'approcher de Pékin. Avec son 1,3 milliard d'habitants et un PIB de 4 420 milliards \$, la Chine est devenue en 2008, la troisième puissance économique mondiale après les États-Unis et le Japon. Avec plus de 2 000 milliards \$ de réserves

⁹ Déclaration faite lors de la visite du Président Chinois Hu Jintao en février 2009 au Sénégal.

¹⁰ À l'Agence de presse Xinhua le mardi 22 septembre 2009.

¹¹ De nombreux pays africains avaient reconnu Taïwan dont le Libéria (octobre 1999), la Guinée-Bissau (mai 1990), le Sénégal (janvier 1996), entre autres.

intérieures¹², la Chine est devenue le « prêteur de dernier ressort » pour les pays du continent au moment où l'Occident leur tourne le dos (Michel, 2009). Enfin, la Chine s'affirme depuis quelques années sur la scène internationale comme fournisseur de troupes à l'ONU dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Ainsi, des Casques bleus chinois sont présents au Darfour. Dans le golfe d'Aden, pour la première fois, la Chine a déployé sa marine hors de ses eaux territoriales, afin de lutter contre la piraterie qui sévit au large des côtes somaliennes. Également, grâce à sa politique généreuse de bourses d'études, le nombre d'étudiants africains en Chine a doublé¹³. Pour les études techniques, la Chine est devenue, la destination n° 1 des étudiants africains (Meirik, 2009). Parallèlement la Chine renforce sa pénétration culturelle sur le continent. Ainsi, elle appuie les autorités sénégalaises pour l'ouverture d'un institut Confucius à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Déjà en juin 2007, elle avait mis à la disposition de la section Langues étrangères appliquées (LÉA) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, un professeur de Mandarin. Le décryptage de tout cela laisse apparaître le nouveau rôle que la Chine veut jouer dans les différentes sphères de la mondialisation en se positionnant comme superpuissance.

B - La ruée de travailleurs Chinois sur le continent

Selon un sondage réalisé en août 2007, le nombre de ressortissants chinois vivant ou travaillant en Afrique était de 750 000¹⁴ contre moins de 100 000 Français. Toutefois, si la présence chinoise s'intensifie un peu partout en Afrique, elle « est trop souvent exagérée, en tout cas dans les États où les ressources naturelles n'abondent pas » (Dupré et Shi, 2008). Dans cette

¹² Depuis 3 ans, la Chine connaît une croissance annuelle de près de 10 %, 1^{ère} détentrice de devises, 4^e rang économie mondiale en termes de Produit Intérieur Brut (PIB), avec 24 950 milliards de yuans (environ 3 600 milliards \$) en 2007, attire près de 1 000 milliards d'investissements directs.

¹³ La Chine a accordé une bourse à 2700 en 2007, soit plus de 700 qu'en 2006.

¹⁴ Dont la moitié en irrégularité, selon Michel, 2008.

diaspora, les uns sont envoyés par les autorités de Pékin dans le cadre de coopérations bilatérales pour construire barrages, routes, voies ferrées, etc., alors que d'autres espèrent simplement faire fortune dans ces pays pauvres. À Luanda le plus gros importateur de ciment est chinois. À Lagos l'Association des jeunes entrepreneurs chinois, compte plus de 200 membres, et tous affichent une prospérité insolente.

L'intervention chinoise en Afrique s'apparente à « une conquête triomphale » et pour des dizaines de Chinois, l'Afrique incarne la nouvelle frontière, l'eldorado. Ainsi, en quelques années, la Chine a bouleversé l'ordre postcolonial sur le continent (Michel, 2009). Mais comment font-ils pour s'enrichir là où les Occidentaux ne voyaient que misère et déversoir de l'aide humanitaire ? (Michel, 2009). Certes, il y a le soutien du gouvernement chinois, mais aussi le courage et la détermination de ce peuple, qui malgré la barrière de la langue, n'hésite pas d'aller à l'aventure auxquels s'ajoute la motivation du gain. Car si dans les campagnes chinoises le salaire mensuel dépasse rarement 100 \$, en Afrique il est en moyenne de 500 \$, en plus d'être nourri et logé pour ceux qui viennent dans le cadre de la coopération. Par ailleurs, dès lors que les Chinois ont été des acteurs, chez eux, d'un véritable miracle économique, on ne peut douter de leur capacité à réussir en Afrique, d'autant plus qu'ils sont moins regardants que les Occidentaux, en matière de bonne gouvernance et de droits de l'Homme, même s'ils se heurtent aux mêmes obstacles : corruption, clientélisme, instabilité politique, mauvaise volonté voire résistance des populations, sans oublier les contraintes naturelles (Michel, 2009).

Par exemple au Congo-Brazzaville, tout ce qui est nouveau s'identifie au « Made in China » (Michel, 2009). Les immigrants chinois affluent dans ce pays par milliers. Ils y gèrent des affaires qui vont de la boîte de nuit à de gigantesques entreprises forestières en passant par le commerce. Le chantier du barrage d'*Imboulou*, susceptible de doubler la production électrique du pays est présenté comme la vitrine de cette présence chinoise. Alors que la Banque mondiale,

jugeant le pays trop endetté, n'a jamais voulu le financer, la Chine elle, accepte pour 280 millions \$, remboursable en pétrole (Michel, 2009), système appelé «Angola mode» en référence au modèle mis en place avec l'Angola pour échanger leur savoir-faire contre des matières premières. En RDC, la Chine a mobilisé 9 milliards \$ dont 6 sont essentiellement pour la construction d'infrastructures. L'Angola est aussi présenté comme un succès de la présence chinoise en Afrique. En 2003, après vingt-huit ans de guerre civile qui a dévasté le pays, les Occidentaux l'abandonnèrent au motif de corruption des autorités. En 2004, Pékin lui octroi ses premiers crédits. Depuis, l'Angola connaît une croissance exponentielle. En cinq ans, grâce à la flambée du cours du pétrole, le pays engrange 100 milliards \$ et affiche l'un des taux de croissance les plus élevés au monde (25%). Autre signe de cette présence grandissante, le nouveau hebdomadaire en langue chinoise a vu le jour au Botswana (France24, 2009), fondé par Miles Nan, un entrepreneur chinois installé depuis 10 ans à Gaborone, venant s'ajouter à trois autres publications en Afrique du Sud dont le « China Chronicles, ex-China Express » qui paraît depuis 1994¹⁵. Dans ce pays d'Afrique australe qui tire principalement sa richesse de l'exploitation minière (diamant, cuivre, etc.), vivent 5 000 à 6 000 Chinois pour une population totale de 1,8 million d'habitants. Attirée dans un premier temps par le boom immobilier des années 1990, la communauté chinoise a su diversifier ses activités passant de la construction à l'industrie textile et aux négoce. En outre, la Radio chinoise a reçu le droit d'émettre au Sénégal depuis décembre 2009.

En Afrique de l'Ouest, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a choisi une entreprise chinoise pour la construction d'un barrage hydroélectrique de 60

¹⁵ PDG de Mileage (Pty) Ltd, une société de construction : « Nous espérons vendre 2 000 copies dans le pays. Et si ça marche, nous projetons de tenter l'expérience dans d'autres pays d'Afrique où vivent d'importantes communautés chinoises ».

mégawatts à Félou au Mali, pour un coût total de 123 milliards FCFA¹⁶. Ce projet, dont la fin est prévue pour 2012, permettra aussi de résoudre le problème de la navigabilité sur le fleuve Sénégal de Saint-Louis (Sénégal) à Kayes (Mali). Enfin, Pékin va investir en Guinée, première réserve mondiale de bauxite, entre 7 et 9 milliards \$¹⁷. Un protocole a été signé dans ce sens, le 9 octobre 2009, à Conakry entre le gouvernement guinéen, le China International Fund Limited (CIF) et la Sonangol, la société pétrolière angolaise (Tanguy, 2009). Certains pays occidentaux comme la France n'hésitent plus à jouer le même jeu que Pékin. Ce fut le cas au Niger, où le Français Areva, n° 1 mondial du nucléaire civil, pour contrer Pékin, a quasiment doublé le prix d'achat de l'uranium, pour s'adjuger le gisement d'*Imouraren*¹⁸. Ainsi, si depuis la fin de la colonisation, beaucoup africains sont restés enfermés dans une relation de monopole avec l'ancienne métropole, désormais ils ont le choix et ne s'en privent pas pour obtenir de meilleures conditions (Michel et Beuret, 2006). Or, les entreprises chinoises qui participent aux appels d'offres en Afrique sont souvent trois fois moins chères que leurs consœurs occidentales. Par contre, en termes de création d'emplois, elles en génèrent peu. Dans la majorité des cas, la plupart de la main-œuvre vient directement de Chine; des emplois que veulent aussi les Africains.

Si globalement on constate les bonnes relations bilatérales avec les pays africains, Pékin peine toutefois, à manœuvrer dans certains. Ce fut le cas en Afrique du Sud où des dockers syndiqués ont refusé de décharger une cargaison d'armes destinées au Zimbabwe. Les protestations chinoises devant ce refus avaient déclenché une cascade de réactions hostiles dans le pays, même du président zambien, pourtant allié de Pékin. En septembre 2009, le Nigéria a

¹⁶ La Banque mondiale, la Banque européenne de développement et la Sogem sont partenaires dans ce projet lancé le 30 octobre 2009, par les présidents Amadou Toumani Touré (Mali), Abdoulaye Wade (Sénégal) et Mohamed Ould Abdel Aziz (Mauritanie).

¹⁷ Alors que les Occidentaux boycottent le pays suite aux massacres de la junte du 28 septembre 2009.

¹⁸ Ce fut le contenu du discours de Nicolas Sarkozy devant le Parlement congolais à Brazzaville, le jeudi 26 mars 2009.

opposé son refus à une proposition chinoise d'acheter 6 milliards de barils de pétrole. Souvent aussi, les Chinois manquent de préparation et d'expérience pour travailler sur le terrain africain¹⁹. Du coup, certains groupes comme le géant des télécoms Huawei sont obligés de recourir à des consultants externes (Michel et Beuret, 2006). Par exemple lorsque Zhang Guohua, un cadre de la China Nuclear Engineering and Construction Corp., a été kidnappé en juillet 2007 au Niger par un groupe de rebelles touareg, c'est à un influent commerçant local ayant étudié en Chine, Aboubakeur Karda, que l'ambassade de Chine avait fait appel pour négocier avec les ravisseurs.

II - Une présence massive souvent mal vécue par les autochtones

A- Le « Made in China » accusé de concurrence déloyale

Après la construction du stade de l'amitié en 1986, symbole des relations sino-sénégalaises, on a noté une période rupture avec la reconnaissance de Taïwan par le Sénégal. Avant même le rétablissement officiel des relations diplomatiques entre les deux pays, le 25 octobre 2005, on a observé une « déferlante » de Chinois au Sénégal à l'image de plusieurs pays africains. Comme partout, ce sont des sociétés chinoises de BTP qui ont gagné le marché pour la réalisation de grandes infrastructures comme l'autoroute à péage, les travaux de la ville de Touba, etc. Les Chinois envisagent aussi la construction de stades multifonctionnels dans les différentes régions du pays, et un grand théâtre est en cours de finalisation à Dakar. Sous forme d'assistance non remboursables, la Chine a réalisé plusieurs infrastructures socioéconomiques (écoles, cases des tout-petits, hôpital pédiatrique, centre de lutte contre le paludisme) et plus de 350 cadres et techniciens sénégalais ont suivi des formations en Chine. Un projet de remise en état du réseau électrique sur la périphérie de Dakar dénommé « Boucle de Dakar » et le

¹⁹ He Wenping, Directrice de recherche à l'Institut d'études africaines à Pékin, cité par Michel, 2008, *op. cit.*

renouvellement du parc automobile de transport urbain sont aussi en cours (Zhaoming, 2009), après l'arrêt du programme indien de montage de bus Tata. Un financement de la banque chinoise, Eximbank, l'a relancé pour la production de 406 minibus qui s'ajouteront à l'achat de 235 bus destinés à la société de transport urbain de Dakar.

Outre ces accords bilatéraux, la présence chinoise au Sénégal se manifeste surtout dans le secteur commercial. On ne dispose pas de chiffres exacts de leur nombre, mais il est aisé de le constater dans différents quartiers de Dakar. Le boulevard du Général-de-Gaulle, autrefois refuge de la classe moyenne, est devenu en un temps record, un des hauts lieux de la présence chinoise à Dakar. On les retrouve aussi au niveau du rond-point Faidherbe et dans la banlieue proche. Ainsi, une partie non négligeable de l'activité commerciale s'est déplacée du *Plateau* vers ces différents points. Pour s'installer, les commerçants chinois adoptent une stratégie redoutable, ils paient des prix très élevés pour louer les boutiques et acquérir les places en priorité. Ainsi, ils ont réussi à concurrencer les commerçants libanais et sénégalais de *Sandaga* et à faire de Dakar un grand centre d'approvisionnement pour les commerçants guinéens, gambiens, mauritaniens et maliens qui allaient jusqu'à Guangzhou.

Dès leur arrivée : « les Chinois se positionnent sur les mêmes créneaux que les Sénégalais, en proposant des produits de moins bonne qualité, à des prix inférieurs à ceux pratiqués normalement. En outre, ils ne respectent pas la législation douanière et fiscale du Sénégal. Pour payer des taxes réduites, ils déclarent des importations de conteneurs de pièces détachées. Or, les pièces en question sont prêtes à être emboîtées en une demi-heure pour donner des produits finis. C'est une économie de temps et d'argent qui leur permet d'être redoutablement compétitifs » (Marsaud, 2002). Leurs produits sont vendus à des prix très compétitifs et ils sont ouverts tous les jours, ce qui déplaît aux commerçants et artisans locaux. Ainsi, les cordonniers par exemple, voient leur chiffre d'affaires dégringoler, chute en partie

imputée à la concurrence « déloyale » des Chinois. En effet : « Depuis qu'ils sont au Sénégal on a noté une récession dans nos affaires. Il est impossible de rivaliser avec eux parce qu'ils proposent des prix trop dérisoires. Et compte tenu de nos charges, notre investissement pour la fabrication des chaussures et notre peine, nous ne pouvons pas les suivre ». Ainsi, nombre de jeunes quittent le métier pour aller travailler pour les Chinois. Comme partout, les Chinois sont passés maîtres de la contrefaçon. Ils fustigent la « malhonnêteté » des Chinois, qui « achètent un modèle chez nous pour le reproduire à des milliers d'exemplaires pour le revendre sur le marché sénégalais », « malgré la qualité médiocre de leurs produits dont la durée d'utilisation est très éphémère, voire événementielle, on remarque un rush vers les commerçants chinois ce qui porte un coup dur pour les artisans sénégalais » (Mbaye 2009)²⁰. C'est le cas aussi du célèbre tissu bazin haut de gamme en provenance du Mali, le «Gani lah», éclipsé sur les marchés ouest-africains par son concurrent chinois²¹.

C'est ainsi que les Chinois sont accusés par l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (UNACOIS) de ne pas respecter les lois du pays et qu'il fallait protéger les commerçants locaux. Dès juillet 2004, le puissant lobby de commerçants Libanais avait organisé aussi à Dakar plusieurs manifestations contre les commerçants chinois, accusés de casser les prix. Un ultimatum avait même été lancé aux autorités sénégalaises afin de les expulser du pays. Si cela n'a pas été mis à exécution, on a noté toutefois un resserrement un moment pour l'obtention à l'Ambassade du Sénégal à Pékin. Par contre l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSSEN) dénonce un discours xénophobe et raciste. En effet, selon les responsables de cette organisation, les produits chinois ne sont pas plus dangereux que ceux de leurs homologues locaux, car c'est en Chine que la plupart de ces derniers s'approvisionnent. En

²⁰ On assisté à une bataille rangée entre les Chinois et marchands ambulants sur le Boulevard du Général De Gaulle mardi 17 novembre 2009.

²¹ Vendu entre 1300 et 1500 FCFA le mètre contre 10 000 FCFA pour le malien.

outre, plus de 80 % des Chinois sont tout à fait en règle vis-à-vis des lois du pays, et surtout, ils vendent leurs produits moins chers. Par exemple : « On peut acheter une antenne de télévision de très forte puissance entre 30 000 et 40 000 chez un Sénégalais, alors que le Chinois vous le vend à 6 000 FCFA pour une qualité équivalente. Les familles peuvent payer un ensemble pour un garçon de moins de cinq ans pour 1 000 FCFA, ce qui était impossible auparavant, sauf dans les friperies. Avec l'arrivée des Chinois, l'acquisition de nombreux produits s'est démocratisée »²². Pour défendre les commerçants chinois l'ASCOSÉN avait même organisé une marche de protestation contre : « L'intolérance, le racisme ou la xénophobie de l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal », à laquelle des milliers de personnes avaient pris part. Ainsi, ces positions semblent inconciliables (Bangré, 2004). Si pour les premiers, la présence des Chinois est un facteur de déséquilibre socioéconomique majeur, pour les seconds, c'est une chance à exploiter en facilitant leur intégration par la mise en place de joint-ventures pour diversifier le tissu industriel du pays.

B - Les Chinois en Afrique : une cohabitation difficile

Si les autorités africaines voient globalement d'un bon œil l'arrivée des Chinois sur le continent, tel n'est pas toujours le cas pour les populations locales, alors que dans plusieurs pays, les Chinois se plaignent d'agressions et de stigmatisations. La question chinoise en Afrique s'articule aussi autour du secteur informel, secteur qui crée plus d'emplois pour les jeunes sur un continent où le taux de chômage avoisine 70 %. Si ces derniers ne peuvent plus travailler, comment réagiront-ils ?²³ Or « la diaspora chinoise, en investissant ce secteur qui fait vivre 85 % de la population africaine, crée une concurrence redoutable » (Nessi, 2008), alors que la Chine

²² Momar Ndao, Secrétaire général de l'ASCOSÉN.

²³ Ousmane Sy Ndiaye, Secrétaire permanent de l'UNACOIS.

avec ses 1,3 milliard d'habitants, regorge non seulement d'une main-d'œuvre bon marché, mais aussi, nombreux sont ceux qui sont prêts à s'expatrier pour améliorer leur quotidien. Ainsi, il devient commun de voir des vendeurs de maïs chinois dans les rues de Bamako ou de cigarettes dans les quartiers de Lagos (Banyongen, 2007). Lors de la visite de Hu Jintao en Namibie, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer cette situation.

En effet, un peu partout sur le continent, sont apparus des mouvements de résistance contre ces : « envahisseurs qui viennent prendre nos boulots et notre commerce ». En avril 2005, un accident dans la mine de cuivre de Chambeshi en Zambie, où les normes de sécurité étaient négligées, avait fait 45 morts. La manifestation des mineurs contre leur employeur, chinois, trouva un écho auprès du leader de l'opposition, Michael Sata, qui dirigea sa campagne présidentielle contre les Chinois, accusés de ruiner le pays. Des contestations antichinoises ont été aussi notées au Nigeria, en Sierra Leone, au Mozambique, en Éthiopie, en Algérie, à Madagascar, en Iles Maurice, en Éthiopie, et en Afrique du Sud, dont certaines avaient tourné à la violence avec mort d'hommes. Par ailleurs, la pénétration chinoise en Afrique a coïncidé avec le déversement massif de la drogue sud-américaine sur le continent. Ce qui fait de l'Afrique une plaque tournante pour sa ventilation dans le reste du monde, selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) et pose un risque majeur de voir la mafia chinoise prendre pieds sur le continent.

Affrontements entre Chinois et autochtones à Alger

L'afflux de Chinois en Algérie a dégénéré en affrontement les 3 et 4 août 2009 dans la cité Boushaki à Bab Ezzouar où on note plus de 200 commerce chinois, la « Chinatown »

d'Alger²⁴. Pourtant, sur le plan bilatéral, l'Algérie et la Chine ont de bonnes relations amicales qui datent de longue date. La Chine a été le premier État non Arabe, à reconnaître l'indépendance de l'Algérie en 1962. De nombreux officiers de l'armée algérienne et ingénieurs ont été formés en Chine. La télévision chinoise diffusait même des émissions sur la révolution algérienne entre les années 1960 et 1970, et l'Ambassade de Chine à Alger est l'une des plus importantes (Al Hussaini, 2009). À l'image des autres pays du continent, la plupart des grands chantiers de construction (routes, logements, barrages...), sont attribués à des groupes chinois de BTP comme le « China State Construction et Engineering Corporation » (CSCEC), en même temps les compagnies pétrolières comme la SINOPEC signèrent d'importants contrats²⁵. À Bab Ezzouar, la CSCEC a construit depuis 2001, des dizaines d'immeubles dans le cadre du programme de logements sociaux initié par le président Bouteflika en faveur des bas salaires. Les Chinois sont également très présents dans d'autres secteurs comme les télécommunications.

En Algérie, la diaspora chinoise est estimée à 35 000 personnes²⁶ dont la majorité travaille sur les chantiers de construction. Malgré le handicap de la langue, ils évoluent aussi dans le commerce sur les marchés ou en faisant du porte-à-porte. Depuis leur installation massive dans le pays, en 2004, le ressentiment au sein de la population locale, dont 70 % des moins de 30 ans sont au chômage, ne cesse de monter. Pour cette dernière, les Chinois abusent de sa gentillesse : « On les a acceptés malgré leurs défauts, aujourd'hui ils nous agressent chez nous. Ils boivent de l'alcool devant leurs boutiques au vu et au su des Algériens et s'exhibent parfois en short dans le quartier. Ce sont des comportements contraires à notre religion et notre culture »...« Et si rien n'est fait drogue et prostitution ne tarderont pas à arriver avec les

²⁴ Ces affrontements ne sont les premiers. En 2008, six commerçants Chinois avaient été agressés en une seule journée. Par ailleurs, un rapport du *Styring Assynt* avait révélé le 13 juillet des menaces d'Al-Qaïda au Maghreb contre les Chinois en Afrique du Nord, le 15, Pékin exhorte ses ressortissants à la prudence.

²⁵ Depuis la visite du Président Hu Jintao en février 2004, Alger et Pékin ont signé plusieurs protocoles dont « l'accord-cadre » sur l'énergie couvrant l'exploration, la production et la commercialisation d'hydrocarbures.

²⁶ Entre 25 000 et 50 000 selon certaines sources.

chinetoques²⁷ » (Ouali, 2009). Pour d'autres, la responsabilité de ce climat tendu est à mettre sur le compte des autochtones. Car « depuis que les Chinois se sont installés dans la cité, nous n'avons jamais eu de problèmes avec eux, bien au contraire, grâce à eux la cité et tout Bab Ezzouar a connu un essor commercial »... « C'est grâce à la présence des Chinois que beaucoup de gens d'ici ont pu construire leurs logements et monter des commerces. » (Al Hussaini, 2009). Comme au Sénégal, on ne s'accorde pas sur la présence chinoise en bien ou en mal. L'origine de ces heurts est toutefois imputée aux rivalités entre commerçants Algériens et Chinois. Ces derniers sont accusés de casser les prix et de concurrence déloyale : « Certains articles sont cédés à un prix cinq fois plus bas que ceux de leurs concurrents algériens. Si ça continue comme ça, nous serons contraints de fermer nos boutiques. Nous sommes incapables de faire la concurrence avec eux ».

Assassinats et délinquance à Dakar

L'installation de commerçants Chinois au Sénégal s'est accompagnée d'une forme de violence qui ne cesse de grandir. En effet, le crime jalonne l'histoire récente de cette communauté, alors que depuis la reprise des relations diplomatiques, la coopération entre les deux pays ne cesse de s'intensifier, avec la signature de plusieurs conventions de financement et de réalisation dans différents domaines, le plus souvent confiés à des entreprises chinoises²⁸.

En août 2009, une commerçante Chinoise de 52 ans a été assassinée à son domicile à Dakar. Le meurtrier est son employé chinois qui lui aurait volé 4 millions FCFA. La victime a été retrouvée morte, les mains ligotées derrière le dos. La thèse du règlement de comptes initialement privilégiée par les enquêteurs, a cédé la place au crime crapuleux proche des méthodes mafieuses. Le meurtrier aurait été aidé par deux marins chinois débarqués

²⁷ Expression péjorative pour désigner les Chinois.

²⁸ Le 29 janvier 2009, la Chine a accordé au Sénégal une aide financière non remboursable de 5,8 milliards de FCFA pour divers projets d'infrastructures sportives, sanitaires et culturelles.

clandestinement dans le pays pour ensuite se fondre dans la communauté (Guissé, 2009). Malgré la collaboration des autorités chinoises, ce qui a permis d'avancer rapidement l'enquête, le mystère reste. Dans ce registre aussi, le 20 février 2009, un autre commerçant Chinois âgé de 44 ans, du nom de Zhao Suiqin, a été tué à son domicile, bâillonné et ligoté, en plein jour, par des inconnus qui ont emporté tous ses biens. À ce jour les commanditaires n'ont pas été retrouvés (Gueye, 2009). À la suite de cet assassinat, la communauté avait observé trois jours de grève, du 24 au 26 février.

Par ailleurs, huit ressortissants chinois ont été jugés le 15 août 2009 en audience de flagrants délits par la justice sénégalaise. Ils sont reconnus coupables et punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois ferme et d'une amende. Ils étaient poursuivis pour les délits de : « destruction de biens de l'État, outrage à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, rébellion et coups et blessures volontaires ». Les coupables étaient aussi des marins de passage au Sénégal pour des réparations navales. De retour d'une virée nocturne, ils avaient pris un taxi et arrivés à destination, ils refusèrent de payer la course. Le chauffeur qui réclamait son argent a été battu, pour s'échapper, il a dû se réfugier à la brigade de gendarmerie du Port où il sera poursuivi par ses agresseurs qui s'en prennent aussi au mobilier qui s'y trouvait. Enfin, les Chinois ne sont pas seulement de grands bâtisseurs et de grands commerçants. La douane sénégalaise a démantelé en octobre 2009, un gang spécialisé dans le transfert frauduleux de devises vers la Chine. En complicité avec des hommes d'affaires locaux, de commerçants chinois et de Banques à Dakar, ce dernier a réussi à convoier hors du pays près 4 milliards FCFA. Les trafiquants qui se faisaient passer pour des importateurs, confectionnaient de fausses déclarations à l'aide de faux cachets et en imitant la signature d'un officier de la douane. Ensuite, ils versaient dans les comptes chaque jour des centaines de millions FCFA sous prétexte de payer des fournisseurs.

III - Quelles perspectives aux relations Chine-Afrique ?

A- La Chine et l'Afrique : ce n'est que le début ?

De Dakar à Lomé en passant par Pointe-Noire et Alger, partout en Afrique, l'afflux de commerçants chinois est l'une des manifestations les plus visibles de la présence de la Chine sur le continent. Si celle-ci, pour certains, renforce le tissu économique et, est une bonne chose notamment pour les petits prix qu'ils offrent, par contre pour d'autres, cette présence menacerait l'équilibre socioéconomique des pays. Plusieurs observateurs notent également l'absence de transfert de technologies dans cette coopération et contribuerait plutôt à maintenir l'Afrique dans l'éternel cycle de la dépendance (Banyongen, 2007). Ainsi, même si l'initiative de la Banque Mondiale d'instituer une plateforme de partage de savoir-faire entre l'Afrique subsaharienne, la Chine, la Malaisie et Singapour dans le cadre de Zones Économiques Spéciales (ZES), initié en mai 2009 (Barraud, 2009), cette coopération suscite, aujourd'hui des inquiétudes. Or les produits chinois étant adaptés à la demande des marchés africains, la pénétration chinoise en Afrique n'a-t-elle pas encore de beaux jours devant elle?

Depuis 2001, les performances économiques de l'Afrique ont dépassé les prévisions²⁹. L'un des facteurs explicatifs est à lier à l'émergence de la Chine comme partenaire commercial du continent (Barraud, 2009). En 2008, le volume des affaires entre la Chine et l'Afrique a dépassé 100 milliards \$, un objectif fixé en 2006, alors qu'il était de 55 milliards \$ à l'époque. Dans le secteur public, l'investissement direct a atteint 5 milliards \$ alors que pour le privé, les montants atteignent 10 milliards \$. Pour soutenir cette croissance extraordinaire, les autorités Chinoises avaient mis en place le Fonds de développement Chine-Afrique pour, entre autres, remédier au manque de prêts et d'aide sans intérêts. Avec un capital initial de 1 milliard \$, il a

²⁹ En 1990 le taux de croissance en Afrique était de 2,3%, il est passé à 5% en 2004 et 6% en 2008.

été rapidement porté à 5 milliards. Dans cette dynamique, l'intérêt pour le pétrole africain est un des points focaux de la stratégie chinoise sur le continent. Représentant 30 % de ses importations, les pays pétroliers africains sont ceux qui ont attiré le plus d'investissements. Au Nigeria, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a acheté 45 % du champ offshore d'Akpo, opéré par le Français de Total, pour 2,3 milliards \$ en janvier 2006, alors que ce champ avait été précédemment proposé aux Indiens pour 2 milliards \$, qui l'avaient jugé peu rentable³⁰. Malgré ces investissements tous azimuts, les vrais succès pétroliers de la Chine en Afrique semblent être l'Angola et le Soudan. Dans ces deux pays, les compagnies occidentales s'étaient retirées pour des raisons d'insécurité et de sanctions. La China National Petroleum Corp. (CNPC) en a profité pour y investir massivement, construisant puits, raffineries et oléoducs (Michel, 2008). Si le Soudan a pu devenir exportateur de pétrole à partir de 1999, et si l'Angola a ravi au Nigéria la place de n°1, des pays producteurs de pétrole du continent en 2008, c'est bien grâce aux investissements chinois.

Au-delà de sa boulimie pour les matières premières, la Chine s'intéresse de plus en plus, aux terres africaines. Avec 20 % de la population mondiale, la Chine ne dispose que de 7 % des terres arables, elle a donc besoin de terres agricoles pour produire et répondre à sa demande intérieure. Au-delà de la course aux ressources naturelles et l'accaparement de certains secteurs comme le commerce et la construction d'infrastructures, l'accès aux terres est devenu un véritable enjeu pour la Chine. Si pour l'instant des pays comme le Brésil, l'Argentine, la Russie, l'Ukraine et certains pays d'Asie du sud-est accueillent l'essentiel de leurs investissements agricoles (Barraud, 2009), l'Afrique ne devra pas tarder à trouver sa place dans ce créneau. Par exemple, le Mozambique envisage d'exporter du riz vers la Chine. Un partenariat a été mis en place pour permettre à 10 000 exploitants chinois d'être transférés dans ce pays. Au Sénégal, un

³⁰ Les besoins chinois étaient de 2,12 millions barils/ jour en 1990, ils devront monter à 7 millions barils en 2010.

promoteur agricole Chinois, Ouyang Riping, à qui l'État a cédé 60 000 hectares, ambitionne de transformer ce pays en grenier à sésame pour la Chine (Reportage France2). Il a aussi des visées sur 30 000 autres hectares dans la zone de Mbane au nord du pays³¹. La Tanzanie vise aussi l'exportation de riz vers la Chine et 400 exploitants chinois sont déjà opérationnels en Ouganda. Des projets agricoles sont aussi en cours dans d'autres pays : Zimbabwe, Kenya, Côte d'Ivoire (Barraud, 2009). Vue la tendance actuelle, le processus ne fait que commencer et se poursuivra certainement dans les années à venir.

Ainsi, la ruée des Chinois vers les terres agricoles fait qu'ils sont accusés de chercher à s'accaparer des terres des pauvres, ce qu'ils réfutent : « la Chine n'a pas de visées sur les terres agricoles africaines »... « Notre considération de base, c'est que nous n'allons ni acheter, ni louer, ni acquérir des terres africaines pour produire des aliments afin de satisfaire nos propres besoins »... « Ce que nous souhaitons faire en Afrique, c'est de réaliser le transfert de technologies et de partager nos expériences d'agriculture avec les pays africains, afin d'aider ces derniers à satisfaire les besoins d'aliments à leurs peuples » (Guijin, 2009). Pourtant, pour certains, l'intérêt subit de la Chine pour l'agriculture africaine cache une véritable stratégie de spoliation et risque de conduire à « une nouvelle forme de colonisation » (France2, 2009), et c'est « choquant en confiant les meilleures terres aux Chinois » (France2, 2009). Ainsi, si l'installation des Chinois dans les villes a été plus ou moins acceptée, qu'en sera-t-elle de leur intervention dans les campagnes africaines où encore, 60 % de la population y vivent et dépendent de la terre pour leur survie au moment où les changements climatiques accentuent les risques de crises alimentaires ? En effet, la cession des terres agricoles aux Chinois est potentiellement explosive étant donné que la terre constitue la principale source de revenus et de

³¹Pourtant, la zone fait actuellement l'objet d'un gros litige entre les barons du régime et les populations locales du fait notamment, de l'accaparement des terres par les premiers.

survie pour les populations rurales et d'autant plus que leur point de vue n'est pas pris en compte par les pouvoirs africains dans leur choix.

Enfin comme dans toute agriculture intensive, la question environnementale est très souvent éloignée des préoccupations premières ce qui pourrait créer la désolation dans les campagnes africaines, alors que les entreprises chinoises présentes en Afrique sont accusées de ne respecter aucune norme environnementale³². Ceci pourrait entraîner des effets en cascades; exode rural massive vers les centres urbains avec toutes les conséquences prévisibles et imprévisibles qui pourront l'accompagner.

B - Comment sera le réveil des peuples africains ?

La Chine déclare promouvoir un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique. Mais parfois on du mal à percevoir les avantages pour l'Afrique. En effet, selon les autorités chinoises : « La Chine œuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique. » Ces principes sont affirmés dans le Livre blanc publié par Pékin en 2006. Par exemple, un projet immobilier initié par un promoteur Chinois pour la construction d'un centre commercial, « Kawsara » en démolissant un stade de football, a été accueilli par de vives protestations des jeunes. En Zambie, l'accroissement de l'implication chinoise est allée de paire avec le mécontentement qu'elle a engendré. En janvier 2007, la direction de la Zambia-China Mulungushi Textiles (ZCMT), un joint-venture détenu à 66 % par une société chinoise (Qingdao Textile) et par l'État zambien, avait annoncé la mise au chômage de ses 700 employés jusqu'à la fin du mois de mars, ceci avait entraîné des manifestations anti-

³² Le Président Hu Jintao était intervenu lui-même pour rappeler les à respecter ces normes.

chinois (Aït-Hatrit 2007)³³. Le Président Hu Jintao qui devait visiter le pays pour inaugurer une nouvelle mine de cuivre de 200 millions \$ (African Mining of China) en février 2007, a dû renoncer en raison des protestations. Au Sénégal comme au Maroc ou en Algérie, il est reproché aux Chinois de pratiquer de bas salaires et de concurrence déloyale vis-à-vis des commerçants et producteurs locaux. Ainsi, il faut « éviter ce qui s'est passé à Kampala en Ouganda ou Nairobi au Kenya où les commerçants chinois ont mis quasiment tous les locaux au chômage » (Marsaud, 2002).

Si les entreprises publiques chinoises se renforcent, les entreprises privées ne sont pas aussi en reste. Or ces dernières sont sujettes à des transformations internes les conduisant à plus d'autonomie vis-à-vis de Pékin. Si sur le court terme, la présence chinoise est perçue comme positive : hausse des prix des matières premières, investissements massifs, renforcement de la concurrence et diversification des partenaires commerciaux, cependant, sur le moyen et long terme, les choses ne sont pas si évidentes (Nessi, 2008). Elle pose, entre autres, la question de la responsabilité sociale, même si les relations sont trop récentes et souvent trop formelles pour en tirer des conclusions hâtives. En dépit des discours sur la fraternité des peuples « il ne faut pas que l'Afrique sorte d'un néocolonialisme pour aller tomber pieds et poings liés dans le néocolonialisme chinois», constate René N'Guettia Kouassi, directeur du département des affaires économiques de l'Union africaine (Rodier, 2009).

Conclusion

Il est certain que la présence de la Chine en Afrique est de nature à renouveler l'intérêt du monde pour ce continent délaissé depuis la fin de la Guerre froide. Elle permet

³³ En juillet 2006, cinq personnes avaient trouvé la mort lorsque la police a ouvert le feu sur des manifestants. Michael Sata, le challenger du président Levy Mwanawasa, lors de la présidentielle de 2008, avait même menacé d'expulser les Chinois, s'il était élu. À Chambeshi, à 400 km au nord de Lusaka, où 45 ouvriers avaient trouvé la mort en 2005 suite à une explosion due aux mauvaises conditions de sécurité.

également de revoir ses rapports avec l'Occident en introduisant une compétition avec le modèle de développement et de coopération jusque-là proposé par ses partenaires traditionnels. On pourrait s'interroger ainsi si, les conditionnalités des institutions financières internationales sont encore pertinentes avec une Chine comme un joueur majeur évoluant en dehors de ce système? Néanmoins, cette coopération profite-t-elle vraiment à l'Afrique comme partenaire dans un système gagnant-gagnant ? À côté de retombées immédiates, l'Afrique est-elle en mesure de tirer davantage profit, d'une manière efficace et durable de cette coopération ? Ce texte a permis de relativiser ces propos. En effet, si « la Chine ne s'intéresse plus à enseigner aux Africains son évangile révolutionnaire » (Domenach, 2008), cependant elle joue aussi bien sur sa forte capacité financière, sa flexibilité par rapport aux principes établis de bonne gouvernance que sur la fragilité des pays africains pour se rendre indispensable (Michel et Beuret, 2006). Des inquiétudes sont également à noter dans l'absence de transfert de technologies dans cette coopération. Ce qui contribue à maintenir l'Afrique dans l'éternel cycle de la dépendance. Les émeutes et les violences observées un peu partout en Afrique démontrent la nécessité d'un rééquilibrage des rapports, eu égard aux méthodes chinoises de pénétration et au laxisme des États africains, très peu vigilants sur la nature d'un partenariat qu'ils semblent plutôt subir. Or cette prospective semble manquer dans l'approche du côté des dirigeants africains, qui n'ont qu'une vision très immédiate au détriment de l'avenir de leur pays. Ce que la Chine a fait pour se réinventer, devait inspirer les dirigeants africains (Gaye, 2006). Tout ceci laisse entrevoir des fissures dans l'édifice hâtif de coopération nouvelle.

Bibliographie

Aït-HATRIT Saïd, 2007, *Les Africains redoutent un partenariat gagnant-perdant avec la Chine*, 1^{er} février. Consulté sur Internet (www.afrik.com/article11134.html) le 30/09/2009.

- Al HUSSAINI Amira, 2009, « Algérie. Après les affrontements entre Chinois et Algériens », Global Voies. Consulté sur Internet (www.fr.globalvoicesonline.org/2009/08/13/17116/) le 30/08/2009.
- BANGRÉ Habibou, 2004, « Sénégal : pour ou contre les commerçants chinois ? » vendredi 13 août, Consulté sur Internet (www.afrik.com/article17303.html) le 30/09/2009.
- BANYONGEN Serge, 2007, « Le positionnement géostratégique de la Chine en Afrique ou la construction d'un empire », Consulté sur Internet (www.lemultilateral.ca/articles.php?id_article=59) le 30/09/2009.
- BARRAUD Dave, 2009, « La Chine et l'Afrique : cela ne fait que commencer », Consulté sur Internet (<http://www.lesafriques.com/actualite/la-chine-et-l-afrique-cela-ne-fait-que-commencer.html?Itemid=89>) le 30/07/2009.
- DUPRÉ Mathide et SHI Weijing, 2008, « La présence chinoise en Afrique de l'Ouest : le cas du Mali et du Bénin », IEP Paris, Agence Française de Développement.
- FRANCE 2, 2009, « Afrique, le Far West chinois », Reportage « Complément d'enquête ». Émission diffusée le 6 juin 2009 : « Alimentation : main basse sur la terre ».
- FRANCE 24, 2009, « « "The Oriental Post" : le nouvel hebdo de la Chine-Afrique », Consulté sur (www.france24.fr), le 18/09/2009.
- GAYE Adama, 2006, *Chine – Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris, l'Harmattan.
- GUEYE Pape, 2009, « Rue Marsat : Un employé chinois tue sa patronne et lui pique 4 millions de francs », *Le Soleil* du lundi 17 août.
- GUIJIN L., 2009, « La Chine a fait plus au Sénégal en 4 ans que l'Occident en 20 ans », Dakar, le 31 juillet 2009.
- GUISSÉ Cheikh Mbacké, 2009, « Hu Yueping liquidée par deux marins chinois illégalement entrés au Sénégal », *L'AS* du 20 août.
- LAFARGUE François, 2007, « La Chine, une puissance africaine », in *Perspectives chinoises*, n° 90, Consulté sur Internet (www.perspectiveschinoises.revues.org/document900.html) le 25/07/2009.
- LES AFRIQUES, 2009, « Forte hausse des investissements chinois en Afrique », Consulté sur Internet (www.lesafriques.com, 25 août) le 02/09/2009.
- MARSAUD Olivia, 2002, « Les commerçants sénégalais se rebiffent. Fronde anti-chinoise », Consulté sur Internet (www.afrik.com/reaction5337.html) le 30/09/2009.
- MBAYE Ousmane, 2009, « Sénégal-rude concurrence-mévente: le casse tête chinois des cordonniers », mardi 03 février, Consulté sur Internet (www.pressafrik.com/Senegal-

- rude-concurrence-mevente-le-casse-tete-chinois-des-cordonniers_a1152.html) le 03/09/2009.
- MEIRIK Karen, 2009, « La Chine, populaire auprès des étudiants africains », Consulté sur Internet (www.rnw.nl/fr/afrique/article/la-chine-populaire-aupres-des-etudiants-africains) le 02/09/2009.
- MICHEL Serge et BEURET Michel, 2006, *La Chinafrique, Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset.
- MICHEL Serge, 2009, « La présence chinoise en Afrique », Consulté sur Internet (www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-presence-chinoise-en-afrique_653393.html) le 15/10/2009.
- NESSI Julien, 2008, « Afrique, nouveau terrain de chasse de la Chine », (www.cyberscopie.info) le 15/10/2009.
- OUALI Hacem, 2009, « Heurts entre Algériens et Chinois », aout, Consulté sur Internet (www.elwatan.com/Heurts-entre-Algeriens-et-Chinois) le 30/08/2009.
- RICHIER Philippe, 2008, *L'offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala.
- RODIER Arnaud, « L'Afrique se rebiffe contre le «néocolonialisme» chinois », Consulté sur Internet (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/10/15/04016-20091015ARTFIG00013-l-afrique-se-rebiffe-contre-le-neocolonialisme-chinois-.php>), le 20/10/2009.
- TANGUY Berthemet, 2009, « La Chine déverse ses milliards sur la Guinée », 17 octobre 2009, Consulté sur Internet (www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/10/15/04016-20091015ARTFIG00010-la-chine-deverse-ses-milliards-sur-la-guinee-.php) le 20/10/2009.
- ZHOU Zhaoming, 2009, « La Chine et le Sénégal ont jeté une solide base pour un nouveau type de partenariat », *Le Soleil* du 29 octobre.